

Tunis, le 27 mars 2013

Evolution du cadre des relations internationales en Méditerranée

Par Jean François Coustillière, consultant indépendant, associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

L'action du citoyen s'inscrit inévitablement dans l'environnement international de la région où il agit. En Méditerranée, ces relations internationales ont beaucoup évoluées ces dernières années. Je vous propose d'évoquer trois volets particulièrement importants : l'économie, le politique, et les nouveaux acteurs extérieurs.

Questions économiques

Les révoltes arabes ont engendré un formidable accroissement des besoins en aides économiques pour compenser les pertes liées aux soulèvements et à leurs conséquences. Malheureusement, dans le même temps, la crise économique frappait durement les pays méditerranéens de l'Union européenne tels l'Espagne, la France, l'Italie et la Grèce. De ce fait ces quatre pays ne disposent plus des capacités de financements suffisantes pour conduire des coopérations ambitieuses avec leurs partenaires mais, peut-être plus grave encore, ces difficultés économiques diminuent les capacités de ces pays à jouer leur rôle traditionnel d'avocats des pays sud-méditerranéens auprès des autres membres de l'Union européenne. Il en résulte une véritable chute de l'intérêt de l'Union européenne pour la Méditerranée et bien sûr une forte inadéquation entre les besoins des pays ayant connus des révoltes et la capacité de leurs partenaires du Nord à leur venir en aide.

Aspects politiques

Jusqu'en 2011, les pays du sud-méditerranéen présentaient une certaine homogénéité, ils étaient tous gouvernés par des régimes autoritaires, interlocuteurs pratiques et uniques des pays européens.

Aujourd'hui, les mêmes pays connaissent des situations qui vont du quasi immobilisme politique à la guerre civile, en passant par la recherche de démocratie adaptée, tel qu'en Tunisie et en Egypte.

Il en découle une très grande complexité dans les relations internationales. Les pays du Sud sont traités au cas par cas par leurs partenaires du Nord, qui privilégient le retour au bilatéralisme et contribuent ainsi à l'effacement de la coopération multilatérale.

Les nouveaux acteurs extérieurs

En Méditerranée, la plupart des acteurs anciens restent présents, nous ne les évoquerons pas. En revanche, de nouveaux acteurs semblent apparaître si l'on prend en considération certains facteurs intervenus récemment :

La Russie : ce pays vient d'annoncer la mise en place d'une force navale permanente dédiée à la défense de ses intérêts en Méditerranée. Ce retour est-il le signe d'un renouveau d'ambitions stratégiques sur la Méditerranée et le Proche-Orient ?

La Chine : son implication est aujourd'hui limitée à des investissements dans les domaines agricole, BTP, et infrastructures portuaires. Cependant, on relève que ce pays vient d'accéder au statut de 2^{ème} force navale de la planète. Ces deux paramètres justifient qu'on s'interroge sur le développement d'une ambition stratégique nouvelle appliquée à la Méditerranée.

Le Golfe arabo-persique (Arabie saoudite et Qatar) : dès le déclenchement des révoltes arabes en 2011, ces deux pays ont lourdement investi au profit des mouvements conservateurs présents dans les pays confrontés à ces révoltes. Cette démarche de soutien à des mouvements le plus souvent violents est-il dicté par une stratégie particulière ?

Que ce soit sur le plan économique, politique ou des acteurs en présence, la situation des relations internationales en Méditerranée a donc bien connu un profond bouleversement. Le citoyen ne peut pas méconnaître ces réalités et il importe qu'il en tienne compte dans son action.

Question de la salle : est-il légitime que les nations-puissances dictent les choix des pays sud-méditerranéens ? Le destin de ces pays est-il d'être éternellement soumis au diktat de ces nations ?

Réponse : dans les relations entre nations, de façon simplifiée, il existe deux situations :
-soit la nation n'a pas besoin d'aide et elle maîtrise son destin
-soit elle a besoin d'aide et cette maîtrise est fortement réduite.

Bien sûr cette règle s'applique aux pays du nord de l'Afrique, comme à tous les autres. Aujourd'hui, au Maghreb et plus spécifiquement en Tunisie, le problème majeur est celui de l'emploi qui ne peut trouver de solution que par un développement économique durable et solide dans une situation sociale sécurisée. Bien évidemment, compte-tenu des circonstances, il semble difficile d'atteindre rapidement les conditions favorables à un développement productif sans une aide étrangère.

Cette aide, aucune philanthropie ne pouvant être espérée, ne sera pas gracieuse et elle sera conditionnée par des contreparties plus ou moins explicites. Les grands pourvoyeurs d'aide sont : les États-Unis, l'Union européenne, le Golfe arabo-persique, la Chine et la Russie. Chacun de ces pays promeut ses modèles économiques, politiques, etc. mais surtout sociétal. C'est à travers le choix qu'ils feront du ou des pays qui leur apporteront leur aide, et donc du choix du modèle social, afférant, que les pays du nord de l'Afrique peuvent conserver une certaine capacité à maîtriser leur destin.

Jean François Coustillière

Consultant indépendant

Associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

Membre du Conseil consultatif de l'ACM

Intervention effectuée dans le cadre du Forum social mondial en mars 2013 à Tunis
Au cours d'un atelier de « l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée »

<http://acimedit.net/fr/conseil-consultatif/>

Tunis, le 27 mars 2013

Réagir